

Arrêté préfectoral N°1016 du 19 juillet 2021

mettant en demeure la société SETEO pour son installation de tri, transit et
regroupement de déchets à Saint Apollinaire

Le Préfet de la Côte-d'Or

VISAS ET CONSIDÉRANTS

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6 à 8, L.172-1 et suivants, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 février 1998 autorisant la Société SETEO, dont le siège social est situé Route de Gray – 21850 Saint Apollinaire, à exploiter les installations de son établissement sis à la même adresse,

Vu l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 4 juin 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier préfectoral du 7 juin 2021, qui avise la société SETEO des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'elle encourt et qui l'informe de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix ;

Vu l'absence de réponse de la société SETEO au terme du délai déterminé dans le courrier préfectoral du 7 juin 2021 ;

CONSIDERANT que l'article L.171-7 du code de l'environnement dispose que l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration requis en application du même code ;

CONSIDÉRANT que la nomenclature des installations classées comporte les rubriques suivantes :

- **rubrique 2710** : Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 :
 1. Collecte de déchets dangereux : la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 t ;
 2. Collecte de déchets non dangereux : le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m³ ;
- **rubrique 2715** : transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m³ ;
- **rubrique 2718** : Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, a quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ;
- **rubrique 2791** : Installation de traitement de déchets non dangereux, la quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 25 mai 2021 l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- exploitation d'une déchetterie professionnelle (accueil de déchets dangereux et non dangereux), l'exploitant a déclaré accueillir un volume supérieur à 7 tonnes en déchets dangereux et 300 m³ en déchets non dangereux ;
- présence de déchets de verre dans une case béton ;
- présence de déchets d'activité économiques triés à la pelle ;
- présence de déchets dangereux dans un des bâtiments, l'exploitant a indiqué accueillir un volume maximal de 40 tonnes.

CONSIDÉRANT que les installations - dont l'activité a été constatée le 25 mai 2021 - relèvent du régime de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration et sont exploitées sans le titre requis en application de l'article L. 512-1, L. 512-7 ou L. 512-8 du code de l'environnement.

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société SETEO de régulariser sa situation administrative.

CONSIDÉRANT que la société SETEO a été mise à même de présenter ses observations ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 - La société SETEO exploitant une installation de tri, transit et regroupement de déchets situé Route de Gray – 21850 Saint Apollinaire est mise en demeure de régulariser sa

situation administrative dans le délai d'un an conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement. A cet effet, la société SETEO :

- dépose un dossier de demande d'autorisation complet et régulier et une déclaration en préfecture ;
- ou cesse ses activités et procède à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.

Les délais intermédiaires pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de six mois. L'exploitant fournit dans les trois mois les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude... etc.) ;

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, ou si la demande d'autorisation ou d'enregistrement est rejetée, l'autorité administrative doit ordonner la fermeture ou la suppression des installations ou ouvrages, la cessation de l'utilisation ou la destruction des objets ou dispositifs, la cessation définitive des travaux, opérations, activités ou aménagements et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le code de l'environnement.

ARTICLE 3 - NOTIFICATION ET PUBLICITE

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société SETEO.

ARTICLE 4 - VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 - EXÉCUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté, qui est notifié par lettre recommandée avec avis de réception à la société Seteo.

Une copie du présent arrêté est adressée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté (unité départementale de la Côte d'Or) ;
- M. le maire de SAINT-APOLLINAIRE.

LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation
Le directeur de cabinet

SIGNE

Danyl AFSOUD